



Règlement de la Commission de suivi et d'information du projet de géothermie profonde de Haute-Sorne

Version du 25 avril 2023 (avec nouvelle formulation de l'article 8 alinéa 2)

Préambule

La Convention du 15 juin 2015 entre la République et Canton du Jura, Geo-Energie Jura SA et la Commune mixte de Haute-Sorne portant sur la planification, la réalisation et l'exploitation d'une installation-pilote de géothermie profonde pour la production d'électricité et de chaleur à Glovelier et la Convention du 17 juin 2022 entre la République et Canton du Jura et Geo-Energie Suisse SA/Geo-Energie Jura SA (agissant conjointement et solidairement en qualité d'exploitant) prévoient la création d'une Commission de suivi et d'information (CSI), que le Gouvernement de la République et canton du Jura a instituée, conformément à l'art. 2 de la Convention du 15 juin 2015 et à l'art. 21.2 de la Convention du 17 juin 2022, par arrêté du 25 octobre 2022 relatif à la Commission de suivi et d'information du projet de géothermie profonde de Haute-Sorne.

Le présent règlement d'organisation et de fonctionnement de cette commission est pris en application et dans le respect des dispositions desdites Conventions et dudit arrêté.

Article premier Buts de la Commission de suivi et d'information

¹La Commission de suivi et d'information (ci-après : la CSI ou la Commission) est la plate-forme principale de dialogue et d'échange d'opinions pour le projet de géothermie profonde de Haute-Sorne.

²Les buts poursuivis par la CSI sont les suivants :

- a. Assurer la transparence entière du projet et de ses phases ;
- b. Entendre et clarifier les positions controversées ou les questions factuelles relatives au projet de géothermie à travers un processus de dialogue ;
- c. Informer toutes les parties prenantes ou intéressées, notamment la population.



Art. 2 Principes généraux de conduite

Les entités représentées au sein de la Commission et les membres individuels qui les représentent se déclarent prêts à exercer les fonctions ou tâches de leur mandat de bonne foi et dans le respect mutuel. Ils s'engagent à mener des discussions dans une approche calme et constructive.

Art. 3 Composition et personnes membres

¹Outre sa présidente ou son président, la Commission est composée des entités (partenaires, organisations ou associations) qui suivent, avec leur représentation :

- a. Canton du Jura : 2 personnes ;
- b. Geo-Energie Jura SA : 2 personnes ;
- c. Conseil communal de Haute-Sorne : 2 personnes ;
- d. Conseil communal de Boécourt : 1 personne ;
- e. Conseil communal de Saulcy : 1 personne ;
- f. Office fédéral de l'énergie (OFEN) : 1 personne ;
- g. Chambre de commerce et d'industrie du Jura (CCIJ) : 1 personne ;
- h. Fédération des Entreprises Romandes de l'Arc jurassien (FER-Arcju) : 1 personne ;
- i. Association jurassienne des propriétaires immobiliers (AJPF) : 1 personne ;
- j. Pro Natura Jura : 1 personne ;
- k. WWF Jura : 1 personne ;
- l. Association Citoyens responsables Jura : 1 personne ;
- m. AgriJura : 1 personne ;
- n. Association Géothermie Jura : 1 personne ;
- o. Citoyennes et citoyens de Haute-Sorne : 4 à 7 personnes désignées par les autorités communales.

²Les personnes qui participent aux travaux de la CSI sont déléguées par chacune des entités définies à l'alinéa 1^{er} et désignées nominativement ; elles sont formellement nommées par le Gouvernement. Toutefois, les représentants des citoyennes et citoyens de Haute-Sorne sont directement désignés par les autorités communales.



³Les entités définies à l'alinéa 1^{er} peuvent proposer, également nominativement, une suppléante ou un suppléant pour chacune des personnes déléguées. En cas d'absence de la personne déléguée, la suppléante ou le suppléant participe à la séance de la Commission.

⁴Le Gouvernement établit la composition de la CSI par arrêté et nomme la présidente ou le président, les personnes qui participent aux travaux et les personnes suppléantes.

⁵Le Département de l'environnement arrête les modifications pouvant intervenir au cours du temps (changement de personnes).

⁶Tout partenaire, milieu ou organisation mentionné à l'alinéa 1^{er} peut renoncer au mandat en tout temps. Une information doit être faite au préalable à la présidence. A l'inverse, l'instance définie à l'alinéa 1^{er} et qui aurait décidé de renoncer à siéger peut revenir sur sa décision. L'alinéa 5 s'applique pour la nomination.

⁷La Commission peut proposer au Gouvernement d'intégrer de nouveaux partenaires par accord de la majorité absolue de ses membres présents.

Art. 4 Présidence et secrétariat

¹La CSI est dirigée par une présidente ou un président.

²La présidence planifie les activités de la Commission, gère l'ordre du jour, préside et anime les réunions, propose le budget annuel et rédige les rapports. Elle assure la liaison avec le Comité de patronage du projet et les principaux intervenants (art. 5).

³Elle peut se doter d'un ou plusieurs experts pour la gestion de la CSI et sa communication dans le cadre du processus de dialogue.

⁴La CSI dispose d'un secrétariat qui assume, en accord avec la présidence, la préparation des séances, la tenue du procès-verbal, la gestion du site internet et le suivi financier. Avec la présidente ou le président, il rédige un rapport annuel d'activité résumant activités, résultats et état du dialogue.

⁵Le secrétariat est assumé par le Canton, qui facture ensuite annuellement l'ensemble des frais à Géo-Energie Jura SA (GEJ).

Art. 5 Rôle des principaux intervenants

¹Le Canton prend part au dialogue et clarifie les questions factuelles liées à son rôle d'autorité de contrôle.

²La Commune de Haute-Sorne ainsi que les autres communes intéressées et représentées au sein de la CSI (Boécourt et Saulcy) prennent part au dialogue et clarifient les questions factuelles liées à leur rôle d'autorité communale.

³Géo-Energie Jura SA prend part au dialogue, informe sur son projet et clarifie au besoin des questions techniques supplémentaires demandées. Elle finance la CSI.

⁴L'OFEN prend part au dialogue et clarifie les questions factuelles liées à la politique énergétique et à son soutien financier au développement de la géothermie en Suisse.



Art. 6 Droits de la Commission et de ses membres

¹La Commission s'organise et gère son mandat de manière indépendante.

²Les entités et principaux intervenants (cf. articles 3 et 5) fournissent à la Commission toute information relative au projet et nécessaire à l'accomplissement de ses tâches, dans les meilleurs délais. Sont exclus les secrets d'affaires (secrets commerciaux, droits de propriété intellectuelle) ou les secrets de fonction des organes de l'État.

³Les principaux intervenants (article 5) examinent les questions issues de la Commission et prennent position directement en séance, ultérieurement lors de la prochaine séance ou en complément au procès-verbal.

⁴Sur demande de la présidence, la Commission doit être entendue par le Gouvernement jurassien.

⁵Elle est nantie des travaux et conclusions des autres instances liées au projet, et peut formuler des questions ou remarques aux autres instances constituées (sismicité, agriculture, comité de patronage).

Art. 7 Obligations de la Commission et de ses membres

¹La CSI se réunit au minimum deux fois par année, davantage selon les besoins et les actualités.

²La CSI a l'obligation de rendre public et d'assurer l'information sur l'état d'avancement des travaux et sur le dialogue mené.

³Elle mène les discussions et débats factuels sur la base du projet de Geo-Energie Jura SA et des éléments complémentaires ou adaptations apportés au projet.

⁴Les personnes qui participent aux travaux de la Commission assurent l'information régulière de l'association ou instance qui les a déléguées.

⁵Ces personnes s'obligent à renoncer à toute communication publique au nom de la CSI, celle-ci relevant de la présidence (art. 9).

⁶Les personnes qui participent aux travaux s'obligent à respecter le présent règlement. En cas de manquements de leur part, la présidence peut prendre des mesures appropriées pouvant aller jusqu'à l'exclusion de la personne et une demande de délégation d'une nouvelle personne par l'entité.

Art. 8 Fonctionnement

¹La Commission se réunit sur convocation de la présidence.

²La présidence établit un ordre du jour des réunions qui est transmis aux membres 10 jours avant la réunion suivante. Les membres peuvent proposer une modification jusqu'en début de séance. Quant aux documents soumis à la Commission pour étude, ils sont en principe transmis aux membres au plus tard 5 jours avant la réunion correspondante.

³La présidence mène les séances et les débats de la Commission.



⁴Une personne représentant le Canton agit comme suppléant en cas d'absence à court terme de la présidence.

⁵Le quorum nécessaire pour une réunion est fixé à la moitié des membres de la Commission.

⁶La présidence peut décider d'inviter d'autres personnes à participer à une séance (experts mandatés, membres des autres instances liées aux projet par exemple).

Art. 9 Information

¹La Commission dispose d'un site Internet qui est mis à jour régulièrement par le secrétariat.

²Les procès-verbaux, rapports et autres documents doivent documenter le processus de dialogue. Il est important que toutes les conclusions, positions et divergences soient clairement consignées dans les procès-verbaux des séances. Ceux-ci sont soumis pour approbation aux membres de la Commission.

³Le rapport annuel ainsi que les documents et procès-verbaux élaborés dans le cours du processus seront publiés sur le site Internet de la Commission une fois adoptés.

⁴L'information publique au sujet des travaux de la Commission est faite sous l'autorité de la présidence qui informe les principaux intervenants (art. 5) suffisamment tôt de ses intentions avant toute communication sur un sujet particulier.

⁵Afin d'assurer la transparence (en plus du site Internet et des communications de la CSI), la presse peut être invitée par la présidence et le secrétariat de la CSI à certains points de l'ordre du jour ou pour un temps de dialogue en fin de séance.

⁶Les personnes qui participent aux travaux peuvent donner un avis public pour autant que les principes du présent règlement soient respectés (secret des documents, séances, traitement préalable en plénum avant d'aller à la presse, etc.), mais ils ne peuvent en aucun cas s'exprimer au nom de la Commission.

Art. 10 Finances, dédommagements et budget

¹Tous les frais de fonctionnement de la Commission, notamment la rémunération du président, le secrétariat ou les autres frais doivent être compris dans le budget.

²Il n'est pas prévu de rémunération pour les membres de la Commission et les personnes suppléantes. Cependant, un montant forfaitaire de 20 francs sera versé par séance à chaque acteur à titre de défraiement (notamment pour les trajets effectués).

³Le budget annuel de la Commission est à soumettre au Canton, qui veille à sa validation d'entente avec Geo-Energie Jura SA.



Art. 11 Dysfonctionnement et dissolution de la Commission

¹Dans le cas où un dysfonctionnement de la Commission est constaté, la présidence peut faire appel à une médiation de la part du Comité de patronage prévu par l'article 21 de la Convention du 17 juin 2022 (ch. 21.4).

²La Commission sera dissoute à la fin du projet ou à sa cessation, respectivement dans le cas de non-fonctionnement, par un arrêté du Gouvernement. Un bilan sera effectué à la dissolution de la CSI.

³Les documents et actes issus du travail de la Commission seront confiés aux archives de la République et Canton du Jura.

Art. 12 Dispositions finales

¹Le présent règlement est adopté conformément aux dispositions de la Convention du 15 juin 2015 (art. 2) et de la Convention du 17 juin 2022 (ch. 21.2). Il entre en vigueur dès son adoption.

²Il peut être modifié en tout temps par la Commission à la majorité absolue tout en respectant les modalités de nomination et sans écarter l'un ou l'autre des partenaires, milieux ou organisations mentionnés à l'article 3.

La modification de l'article 8 alinéa 2 du règlement d'organisation et de fonction est adoptée par la Commission lors de sa séance du 10 mai 2023, à Bassecourt.

Signatures :

Président de la CSI

Secrétaire de la CSI